

Recherches sociographiques



Timothy Lloyd THOMAS, *A City with a Difference. The Rise and Fall of the Montreal Citizen,S Movement*

Paul Lewis

Volume 40, numéro 3, 1999

Action collective et enjeux institutionnels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057311ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057311ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lewis, P. (1999). Compte rendu de [Timothy Lloyd THOMAS, *A City with a Difference. The Rise and Fall of the Montreal Citizen,S Movement*]. *Recherches sociographiques*, 40(3), 590–592. <https://doi.org/10.7202/057311ar>

Timothy Lloyd THOMAS, *A City with a Difference. The Rise and Fall of the Montreal Citizen's Movement*, Montréal, Vehicule Press, 1997, 214 p.

Le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) a peut-être cessé d'être une force politique, mais l'histoire de ce parti, original à bien des égards, présente un grand intérêt et mérite d'être étudiée. C'est là le mandat que s'est donné Thomas, en publiant un petit livre fort instructif sur la montée et la chute du RCM.

Le RCM a été créé en mai 1974, en réunissant différentes tendances politiques, de gauche pour l'essentiel : des militants du NPD et du PQ, de même que d'anciens du FRAP, se sont associés à des syndicalistes et à des militants de différents mouvements de citoyens, qui avaient en commun de contester le régime du maire Drapeau, trop peu sensible aux besoins de la population montréalaise, notamment sur le plan du logement et de l'habitat. Comme l'explique Thomas, « what unified all these elements within the Montreal context and allowed them initially to co-exist within the RCM was the belief that through community control over municipal politics the rigid hierarchy of the existing administration could be broken, policy agendas could be transformed, and all of their needs could be accommodated ». Ils voulaient, en d'autres mots, « changer le monde » ; et le gouvernement municipal leur apparaissait le meilleur instrument pour ce faire.

Dès sa première élection, en octobre 1974, le RCM obtenait le tiers des sièges au conseil de Montréal. Cette performance était d'autant plus remarquable que Drapeau jouissait encore d'une très grande popularité. Mais l'état de grâce fut de courte durée. Malgré les scandales qui entourèrent la tenue des Jeux olympiques de 1976 à Montréal, le RCM a subi un échec cuisant lors des élections qui suivirent, en 1978, en ne faisant élire qu'un seul conseiller.

Moins de dix années plus tard, en 1986, le RCM réussissait à prendre le pouvoir avec une écrasante majorité. C'est qu'entre les deux élections, le RCM avait modifié sa stratégie électorale, sous l'impulsion de ceux que Thomas appelle les pragmatistes. Comme c'est le cas pour les partis verts européens, le RCM est une coalition d'idéologues et de pragmatistes. Dans les années qui ont suivi les premiers succès de 1974, ce sont les idéologues qui dominaient la stratégie externe du RCM. Mais, à la suite de (grâce à ?) l'échec de 1978, les pragmatistes ont réussi à prendre une place de plus en plus grande dans le parti, pour finalement le mener à la victoire. Mais cette alliance entre idéologues et pragmatistes n'allait pas sans tensions. Ce sont elles que Thomas examine dans son livre, en s'appuyant sur les théories de Herbert KITSCHOLT.

Dans un ouvrage paru en 1989, *The Logics of Party Formation*, Kitschelt montre que les partis écologistes européens représentent un nouveau type de partis politiques, qu'il appelle les partis *left-libertarians*. Ces partis sont de gauche, parce qu'ils affirment le principe d'égalité et considèrent que le marché n'est pas le meilleur instrument de régulation de la société. En même temps, ces partis sont dits libertaires, car ils rejettent toute planification centralisée. Ils tentent ainsi de mettre en place de nouveaux modèles de gestion, davantage décentralisée.

Ce qui distingue ces partis des autres formations politiques, c'est qu'ils sont d'abord des coalitions d'électoralistes (ou pragmatistes) et d'activistes (ou idéologues) : « the objectives of electoral competition (the need to present an image of unity to the electorate) comes to dominate the party's external strategy while the logic of constituency representation (the need to address the often conflicting needs of its supporters) gains influence within the party's internal operations » (THOMAS, p. 85). C'est ainsi que Kitschelt soutient que ces partis pourraient constituer une solution pour assurer l'avenir des partis politiques, en donnant une place aux activistes sociaux, lesquels, autrement, ont tendance à investir les mouvements sociaux.

Les partis libertaires de gauche sont généralement marqués par la présence de factions nombreuses. En effet, les idéalistes insatisfaits n'ont d'autre choix que de faire de l'opposition à l'interne, puisque le plus souvent il n'existe pas d'autres partis où ils pourraient militer. En ce sens, davantage que des coalitions, les partis libertaires de gauche représentent des compromis très précaires. Les factions nombreuses que le RCM a engendrées au cours des années, notamment lorsqu'il était au pouvoir, renforcent les thèses de Kitschelt.

L'analyse que fait Thomas confirme et infirme tout à la fois les thèses de Kitschelt, développées à partir d'une analyse de partis d'envergure nationale. Le principal intérêt du livre est de montrer que le cadre théorique mis en place par Kitschelt s'applique également au niveau municipal. Thomas démontre que le RCM est un parti libertaire de gauche : on peut ainsi observer de nombreuses similarités avec les partis écologistes européens, tant sur le plan du programme que sur celui du membership et du fonctionnement. Ce faisant, Thomas peut faire ressortir les tensions qui ont marqué l'histoire du RCM et, surtout, mieux éclairer sa signification réelle dans l'histoire des partis politiques.

Mais, comme le montre l'auteur, le RCM a été incapable de faire coexister idéologues et pragmatistes. Les idéologues ont progressivement quitté le RCM, désabusés, contredisant en cela les thèses de Kitschelt, pour qui les partis libertaires de gauche sont faits pour durer, parce que construits sur cette tension entre idéologues et pragmatistes. La défaite de 1994 semble avoir donné raison à Thomas. Dans ce contexte, l'histoire du RCM peut être fort utile pour comprendre ce qui attend les partis libertaires de gauche.

La défaite du RCM aux mains de Vision Montréal en 1994 est intéressante à plusieurs égards. Selon Thomas, elle vient de ce que les citoyens ont finalement réalisé que les villes n'avaient pas la possibilité de changer le monde, leurs pouvoirs étant trop limités. Dans le système québécois du moins, les villes ne sont pas de véritables gouvernements. Les activistes sociaux se sont alors tournés vers les mouvements sociaux, qu'ils peuvent mieux contrôler ; d'où une présence croissante de ces derniers, qui correspond plus ou moins au retrait des administrations municipales, handicapées dans leurs actions.

Mais on peut également s'interroger sur la profondeur des racines du RCM : se pourrait-il que la victoire de 1986, confirmée en 1990, n'ait été que la démonstration d'un besoin de changement ? La victoire de Vision Montréal en 1994 montre que

cela est possible. Bien que Vision Montréal ait été créé en hâte, pour servir son maire-en-devenir, trop rapidement intronisé par les médias, la victoire a été éclatante, et la défaite du RCM d'autant plus difficile à accepter, pour un parti qui avait cultivé ses racines, malgré le départ de plusieurs parmi ceux qui l'avaient fondé, et qui avaient choisi de militer dans d'autres formations, dont Vision Montréal. Car ce qui est le plus étonnant dans l'histoire du RCM, ce n'est pas tant que les idéologues aient refusé la coexistence, entraînant ainsi le RCM dans une chute dont il ne se relèvera sans doute pas, mais bien que plusieurs d'entre eux se soient retrouvés dans un parti comme Vision Montréal, en fin de compte assez proche du Parti civique de Jean Drapeau, qui avait donné sa raison d'être au RCM.

En ce sens, il faut peut-être nous interroger sur le découpage entre idéologues et pragmatistes : les idéologues le sont-ils vraiment ? S'il apparaît intéressant au départ, pour expliquer les tensions qui ont marqué l'histoire du RCM, ce découpage n'est pas sans poser de problèmes. En fin de compte, les idéologues du RCM sont peut-être également des pragmatistes, mais d'une autre mouture. Ils recherchent le pouvoir, mais se refusent à le partager. D'où l'intérêt que présentent pour eux les groupes communautaires, qui deviennent ainsi une manière de refuge.

Ce livre, hormis toutes ses qualités, nous laisse un peu sur notre faim, si ce n'est qu'il s'arrête avec la défaite de 1994 et l'élection de Pierre Bourque. Malgré le titre qu'il a choisi, Thomas s'intéresse plus à la montée qu'à la chute du RCM. Il aurait été utile de poursuivre davantage, ce qui nous aurait permis de comprendre un peu mieux les enjeux de la coexistence entre idéologues et pragmatistes. Car, non seulement les idéologues sont-ils partis, mais les pragmatistes également, si bien que le RCM a été peu à peu vidé de sa substance. Cependant, on ne peut en tenir rigueur à l'auteur. Celui-ci ne cherchait pas tant à faire une histoire du RCM, qu'à comprendre les liens qui ont existé entre les idéologues – qui ont fondé le RCM – et les pragmatistes – qui lui ont permis de prendre le pouvoir. Sur ce plan le livre constitue une réussite.

L'auteur est nettement moins convaincant lorsqu'il s'intéresse, dans les dernières pages, au mouvement partitionniste. À son avis, davantage qu'à une tentative de déstabiliser le mouvement sécessionniste, le mouvement partitionniste vise à faire de Montréal une ville-État, pour contrer en quelque sorte l'insensibilité des gouvernements québécois et canadien. L'argument a de quoi surprendre : le mouvement partitionniste est actif principalement dans l'ouest de l'île, hors du territoire de la ville de Montréal et, surtout, il ne s'attaque qu'au gouvernement péquiste. Par ailleurs, les problèmes que connaît Montréal ne s'expliquent pas uniquement par l'insensibilité des gouvernements supérieurs, mais aussi, et peut-être plus, par l'absence de consensus à l'échelle de l'agglomération, comme en témoigne la désolante histoire de la Commission de développement de la métropole. C'est donc dire que Montréal a davantage besoin de nouvelles alliances que de partition...

Paul LEWIS